



# LE PASTORALISME EN AFRIQUE

## Brève introduction

# LE PASTORALISME EN AFRIQUE : BRÈVE INTRODUCTION

Le pastoralisme en Afrique est pratiqué par certaines des populations les plus marginalisées et les plus défavorisées du continent ; il génère pourtant des avantages économiques de taille – mais souvent cachés. C'est l'un des systèmes de production les plus étudiés d'Afrique, mais il est souvent bridé par des politiques et des programmes qui ne s'appuient pas sur des données probantes et qui négligent les connaissances et les aspirations des populations pastorales.

Cette brève introduction au pastoralisme en Afrique donne des informations élémentaires sur les principaux aspects du pastoralisme en tant que moyen d'existence et système de production. Elle est destinée au personnel de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et à ses partenaires qui n'ont que peu ou pas d'expérience du pastoralisme africain et elle couvre divers aspects que les novices en la matière peuvent trouver contre-intuitifs. La 1<sup>re</sup> section de cette introduction décrit la réflexion écologique qui est à l'origine du pastoralisme en Afrique, son efficacité de production et sa contribution aux économies nationales. La 2<sup>e</sup> section expose les défis auxquels est confronté le pastoralisme africain et les implications de tendances telles que la commercialisation du bétail et le recul de l'accès aux pâturages. Cette introduction est accompagnée de six notes qui fournissent des informations détaillées sur des sujets précis : genre, marchés, conflit, foncier, eau et climat.

Cette introduction s'aligne sur la *Politique en matière de promotion des droits des peuples autochtones (Pro-IP)* de l'USAID, qui plaide en faveur d'un regain d'engagement avec les groupes autochtones et des efforts concertés pour faire valoir et exercer leurs droits. Cette introduction s'aligne aussi sur le *Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique* de l'Union africaine qui met en exergue les contributions économiques, sociales et culturelles du pastoralisme au développement du continent. Cette politique reconnaît également le raisonnement écologique et économique des systèmes d'élevage pastoraux et l'importance cruciale que revêt la mobilité pour permettre à ces systèmes de fonctionner.

# I. QU'EST-CE QUE LE PASTORALISME AFRICAIN ?

## Définition du pastoralisme

Le pastoralisme est un système de production spécialisé tout à fait unique du fait de sa capacité à mettre à profit des environnements naturels caractérisés par une variabilité imprévisible pour gagner sa vie grâce à l'élevage, souvent en association avec d'autres activités économiques. La définition utilisée par le gouvernement kenyan dans sa politique nationale sur les terres arides et semi-arides énonce habilement ses principales caractéristiques en matière de spécialisation (encadré 1). Les pasteurs disposent d'institutions et de stratégies, telles que la mobilité stratégique et les accords d'accès aux pâturages réciproques et contrôlés, afin de tirer parti des possibilités variables, éparses et hautement imprévisibles que les parcours peuvent leur offrir. Leurs stratégies de gestion fondées sur la nature protègent la diversité des espèces végétales des parcours et le couvert arbustif, favorisant ainsi la biodiversité et optimisant la santé et la productivité de leur cheptel et des parcours qui le nourrissent.

### Encadré 1 : Définition du pastoralisme

*Le terme fait à la fois référence à une activité économique et à une identité culturelle, mais cette dernière n'implique pas nécessairement la première. En tant qu'activité économique, le pastoralisme est un système de production animale qui tire parti de l'instabilité caractéristique des parcours, où les ressources clés comme les nutriments et l'eau pour le bétail deviennent disponibles dans des concentrations éphémères et essentiellement imprévisibles. Parmi les aspects cruciaux de la spécialisation des pasteurs, on peut citer : 1) l'interaction des populations, des animaux et de l'environnement, notamment la mobilité stratégique du bétail et l'affouragement sélectif ; et 2) le développement de systèmes flexibles de gestion des ressources, en particulier des institutions de gestion des terres communales et des droits non exclusifs sur les ressources en eau.*

Source : République du Kenya, 2012.

En Afrique, le pastoralisme est pratiqué dans certains des milieux les plus hostiles, mais aussi dans des environnements riches et fertiles<sup>1</sup>, et l'on retrouve des pasteurs aux quatre coins du continent, depuis les montagnes du Maroc et de l'Algérie jusqu'aux parcours du Sahel et des vallées du Rift en Afrique de l'Est, en passant par les forêts de Guinée et d'Afrique centrale et les savanes d'Afrique australe. Toutefois, le pastoralisme est surtout présent dans les zones sèches, et notamment les zones arides et semi-arides<sup>2</sup>.

La diversité des systèmes pastoraux en Afrique reflète les interactions complexes entre les êtres humains, les animaux et l'environnement et souligne la nécessité d'adopter des approches adaptées au contexte en matière de politique et de développement du pastoralisme. Certaines communautés se spécialisent dans l'élevage d'une seule race d'une espèce, hautement

- 1 Le pastoralisme n'est pas seulement pratiqué en Afrique, mais sur tous les continents, à l'exception de l'Antarctique. Voir [http://umap.openstreetmap.fr/de/map/a-map-of-pastoralists-worldwide\\_563977#2/0.2/0.2](http://umap.openstreetmap.fr/de/map/a-map-of-pastoralists-worldwide_563977#2/0.2/0.2).
- 2 Sur le plan technique, les zones sèches sont définies par un indice d'aridité inférieur à 0,65. L'indice d'aridité est le ratio entre la moyenne annuelle des précipitations et l'évapotranspiration potentielle annuelle. Il existe quatre sous-systèmes de zones sèches : les zones hyperarides dont l'indice d'aridité est inférieur à 0,03, les zones arides (0,03–0,20), les zones semi-arides (0,20–0,50), et les zones subhumides sèches (0,50–0,65) (Njenga *et al.*, 2014). Toutefois, cette définition, qui s'appuie sur des moyennes annuelles, comporte des limites importantes pour déterminer le caractère approprié des zones sèches pour la production agricole, car elle ne tient pas compte du rôle critique que joue, en particulier, la répartition des précipitations dans le temps et l'espace, pour soutenir la croissance de la végétation. Ce point est abordé plus en détail ci-dessous.



*Une femme pasteur kenyane abreuve ses bêtes à un point d'eau dans la forêt de Mukogodo, comté de Laikipia. Crédit photo : FAO/Luis Tato*

adaptée à son milieu pour y prospérer, comme le font les WoDaaBe avec leur troupeau distinctif de bovins à longues cornes, les zébus bororo. D'autres éleveurs, comme les Massaïs et les Somalis, se spécialisent dans des troupeaux mixtes constitués de différentes espèces mêlant bovins, camélins, ovins et caprins. Nombreuses sont les sociétés pastorales qui élèvent également des ânes ; ceux-ci revêtent une importance particulière pour les femmes, car ils servent au transport de l'eau et du bois de feu.

L'agriculture a toujours été une caractéristique de nombreux systèmes de production pastorale en Afrique, où elle s'inscrit le plus souvent en complément de l'élevage, lequel reste le principal actif économique et social du ménage. Par conséquent, nombreux sont les ménages pastoraux qui pratiquent l'agriculture de manière intermittente, au gré des circonstances. Ce n'est que dans les années 1970 et 1980 que les pasteurs ont commencé à être classés par les praticiens du développement et les responsables politiques comme des « pasteurs purs » ou des « agropasteurs » – ce dernier terme traduit un environnement politique qui s'efforçait de plus en plus de sédentariser les pasteurs pour en faire des agriculteurs à la suite des sécheresses dévastatrices de 1973 et de 1984<sup>3</sup>. Toutefois, l'agropastoralisme n'est pas un concept ni une catégorie qu'utilisent les pasteurs eux-mêmes pour se définir, même s'ils se tournent vers l'agriculture de manière régulière ou intermittente.

Alors qu'une étude réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que le pastoralisme soutient les moyens d'existence de plus de 50 millions de personnes en Afrique<sup>4</sup>,

3 La sédentarisation a été un objectif politique majeur de nombreux pays d'Afrique depuis l'indépendance comme moyen d'intégrer les pasteurs dans les systèmes agricoles et industriels dominants et de les aligner sur un mode de vie axé sur le marché ; de faciliter l'administration, l'imposition et le contrôle par les services de l'État ; comme une façon de promouvoir la paix lorsque la mobilité était jugée être une source de conflit ; d'améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux marchés afin de réduire la pauvreté ; et comme une stratégie visant à renforcer la sécurité et à contrer l'insurrection.

4 Rass, 2006.



Éleveurs Baggara au Darfour, Soudan (Crédit photo : Sue Cavanna)

l'Union africaine estime, quant à elle, que le nombre de pasteurs atteint 268 millions<sup>5</sup>. Ce vaste écart dans les estimations traduit la problématique que soulève le dénombrement des pasteurs en raison de leur mobilité et de leur réticence à participer à des recensements. Les estimations peuvent aussi varier en fonction de la définition du pastoralisme qui est retenue et en raison des faibles taux de réponse, de problèmes liés à la qualité des données, et d'un manque d'approche cohérente et normalisée pour collecter ce type d'information.

Malgré des décennies d'études et une myriade de politiques et de programmes sur le développement pastoral conçus pour améliorer les moyens d'existence des pasteurs, le pastoralisme demeure l'un des systèmes de production les moins bien compris et les plus mal soutenus du continent africain. Ce paradoxe s'explique en partie par le fait que les politiques de développement ne parviennent pas à évoluer au même rythme que la compréhension scientifique des zones sèches en tant que milieux intrinsèquement variables et instables.

## Limites des politiques

Au cours des 30 dernières années, on a observé une évolution considérable de la compréhension scientifique des zones sèches en tant que milieux où la variabilité imprévisible des ressources n'est pas une anomalie ou une perturbation, mais plutôt la norme. Où l'incertitude est la seule certitude. Néanmoins, cette appréciation n'a pas gagné les politiques ou les pratiques en matière de développement ou de climat. Celles-ci continuent d'être encadrées par des discours fondés sur les contraintes que la base de ressources naturelles est supposée subir du fait de la variabilité et de la faiblesse des précipitations annuelles<sup>6</sup>. Des contraintes qui mettent l'accent sur la rareté, la fragilité et la dégradation freinant la productivité, et forcent ainsi les pasteurs à surpâturer leurs terres, ce qui exacerbe la rareté et la dégradation, et donc réduit encore la productivité, pour finalement

5 Union africaine, 2010.

6 Hesse, 2011; Krätli, 2013; Shanahan, 2013.

engendrer conflit et migration. De tels discours servent à justifier des interventions en vue de « moderniser » le pastoralisme à l'image de modes d'élevage occidentaux, en cherchant à éliminer la variabilité du processus de production, souvent au moyen d'investissements coûteux et non pérennes dans des infrastructures et des technologies importées (p. ex. ranching commercial, banques de fourrage en irrigué). La crise du climat a conféré un nouvel élan à ces points de vue en soulignant la vulnérabilité des pasteurs en raison de leur dépendance envers une base de ressources naturelles de plus en plus variable et imprévisible.

Toutefois, la question de savoir si la variabilité exerce ou non une contrainte pour la productivité dépend de la stratégie de production. Pour la production agricole à grande échelle, par exemple, la variabilité des précipitations, des nutriments du sol et de la topographie constitue des facteurs limitatifs lorsqu'il faut un environnement homogène et stable pour garantir une productivité continue et prévisible (p. ex., aplanir les paysages, utiliser des engrais chimiques et des périmètres d'irrigation). Mais dans les contextes où la variabilité et le manque de prévisibilité sont intrinsèques, ces approches visant à contrôler le milieu naturel sont souvent onéreuses, avec de nombreuses externalités coûteuses. Si on le laisse fonctionner selon la logique qui lui est propre, le pastoralisme peut faire de la variabilité capricieuse des zones sèches un atout, alors qu'elle constitue un problème pour nombre de systèmes agricoles modernes.

## Les zones sèches sont des environnements hautement variables

Pour apprécier la logique qui sous-tend le pastoralisme, il est nécessaire de comprendre la dynamique des pâturages naturels – herbacées, arbustes, feuilles d'arbre et gousses – qui constituent la principale source d'alimentation et de nutriments du bétail dans les systèmes pastoraux<sup>7</sup>. Dans les zones sèches, la disponibilité et la longévité des nutriments dans les parcours sont extrêmement variables et tout à fait imprévisibles. Cette variabilité et ce caractère imprévisible découlent non seulement des précipitations irrégulières, mais aussi des variations dans la topographie, la composition des sols, les espèces végétales et même les stades du cycle de végétation de chaque plante.

Les précipitations dans les zones sèches sont extrêmement localisées dans l'espace. Cela signifie que la croissance des pâturages est inégale à travers les parcours au cours de la saison des pluies. Les précipitations varient aussi beaucoup au fil du temps. Ce qui veut dire que les pâturages n'ont pas la même croissance partout en même temps. Et comme les précipitations sont extrêmement variables et éparses dans le temps et l'espace, la quantité de pâturages disponible est, elle aussi, très variable et dispersée dans le temps et l'espace à travers les parcours. Les herbages seront à différents stades de croissance dans les différentes zones tout au long de la saison des pluies.

Mais c'est plus compliqué que cela. Même si le total des précipitations annuelles est plus ou moins le même deux années de suite, cela ne veut pas dire pour autant que la même quantité de pâturages sera produite d'une année sur l'autre. Ceci tient au fait que les précipitations durant la saison humide arrivent de façon arythmique (c.-à-d. qu'il ne pleut pas tous les jours). Et lorsqu'il pleut, certaines pluies sont plus utiles que d'autres au cycle de reproduction des plantes (c.-à-d. que les épisodes pluvieux peuvent être plus ou moins intenses). Les graines des différentes espèces de plantes réagissent différemment aux conditions pluviométriques : ainsi, lors d'une année plus sèche, ce sont les graminées annuelles à cycle court qui seront surtout présentes dans les pâturages, mais en cas de précipitations accrues, les espèces vivaces reviendront. De même, les sols jusqu'alors « nus », souvent perçus comme étant dégradés, se régénèrent grâce aux meilleures précipitations et les graines dormantes germent sous l'effet d'une humidité plus élevée. C'est cette capacité de l'écosystème des zones sèches à s'adapter aux conditions changeantes tout en maintenant son intégrité fonctionnelle qui permet de le classer,

7 Les résidus de récolte, le foin moissonné, ou les compléments alimentaires industriels (p. ex., les tourteaux de coton) amélioreront le régime alimentaire du bétail, mais les pasteurs se heurtent souvent à des obstacles pour accéder à ces ressources.



*Répartition des précipitations dans l'espace au Niger (Crédit photo : Marie Monimart).*

d'un point de vue écologique, comme étant instable, mais résilient.

De manière plus significative, la distribution des nutriments issus des plantes dans les parcours est fortement influencée par la variabilité des précipitations. Du fait de l'irrégularité des précipitations dans le temps et l'espace, les pâturages sont à différents stades de leurs cycles de végétation dans les différentes zones des parcours. La composition en éléments nutritifs des plantes évolue à mesure qu'elles avancent dans leur cycle de vie<sup>8</sup>. Le plus souvent, les jeunes plantes ont une teneur en nutriments plus élevée et sont plus faciles à digérer que les plantes plus matures. Ainsi, les jeunes plantes ont souvent des niveaux plus élevés de protéines, d'énergie et de minéraux, alors que les plantes matures ont généralement plus de fibres et une teneur moindre en protéines et en minéraux. De plus, le stade de maturité de la plante peut affecter son appétibilité pour le bétail. Les jeunes plantes sont souvent plus tendres et plus appétentes, ce qui peut accroître leur ingestion par le bétail et ainsi améliorer son régime alimentaire. À l'inverse, les plantes matures peuvent être moins appétentes et peuvent se traduire par une consommation moindre par les bêtes et une disponibilité en nutriments réduite. La qualité nutritionnelle des pâturages de saison sèche varie également d'une année sur l'autre en fonction du moment où le cycle de vie de la plante a été interrompu lorsque la saison des pluies a pris fin. Par conséquent, la distribution des nutriments à travers les parcours n'est pas uniforme et elle évolue constamment, non seulement tout au long de la saison des pluies, mais aussi d'une année sur l'autre.

La situation est encore rendue plus complexe par les nombreux types de sols et les topographies variées des terres de parcours<sup>9</sup>. Cela crée des « micro-environnements », qui soutiennent tous différentes espèces de pâturages, ayant chacune des cycles de végétation distincts ainsi que des qualités nutritionnelles et une appétence variées. Enfin, la qualité nutritionnelle des pâturages varie également chaque jour puisque les plantes recèlent une teneur en nutriments plus élevée la nuit après une journée de photosynthèse<sup>10</sup>. Par conséquent, la valeur nutritionnelle des pâturages d'une zone donnée tel ou tel jour dépendra non seulement des espèces végétales qui s'y trouvent, mais aussi de l'heure de la pâture.

8 Ball et al., 2001.

9 Les pasteurs Borana du comté d'Isiolo au Kenya ont identifié 24 types de sol différents dans leurs parcours. Source : Resource atlas of Isiolo County, Kenya, p. 24 [http://site.adaconsortium.org/wp-content/uploads/2022/09/Resource\\_Atlas\\_of\\_Isiolo.pdf](http://site.adaconsortium.org/wp-content/uploads/2022/09/Resource_Atlas_of_Isiolo.pdf)

10 Maryland et al., 1998.

## L'importance de la variabilité environnementale pour la résilience<sup>11</sup>

La variabilité climatique des parcours pastoraux constitue leur élément le plus positif et le plus dynamique. L'écosystème des zones sèches répond à des précipitations éparées et imprévisibles en créant des zones d'abondance qui sont imprévisibles et éphémères. Et pour les systèmes de production pastorale, la question de savoir si les bêtes pourront bénéficier d'un régime nutritif ou maigre (ce qui aura un effet sur la productivité du troupeau) dépendra du succès de la mise en pâture du bétail lorsque la teneur en nutriments des pâtures est optimale<sup>12</sup>.

Les pasteurs sont des producteurs spécialistes des zones sèches qui font correspondre la variabilité de la disponibilité des nutriments et autres ressources, telles que l'eau, à la variabilité de leurs stratégies de production animale. De cette façon, ils « travaillent avec la variabilité » et non contre elle. Et au lieu de se contenter de réduire au minimum les effets de la variabilité (p. ex., en faisant face à la situation), grâce à leurs stratégies de production, ils cherchent activement à tirer parti de la distribution variable des ressources pour optimiser la productivité, et donc renforcer la résilience dans des contextes de variabilité élevée. Pour comprendre pourquoi la vulnérabilité se produit dans les systèmes pastoraux, il est important de faire une distinction entre les risques qui sont propres au système et gérés par lui et la vulnérabilité induite, qui découle de facteurs extérieurs, tels que des politiques et des pratiques inappropriées qui fragilisent les systèmes pastoraux et le bon fonctionnement de leurs stratégies<sup>13</sup>.

La mobilité stratégique est l'exemple le plus flagrant de la manière dont les pasteurs s'adaptent à la distribution variable et imprévisible des nutriments et de l'eau des parcours dans leurs stratégies de production<sup>14</sup>. On s'imagine souvent que la mobilité pastorale est une stratégie utilisée pour contrer une pénurie de pâturages. Toutefois, la pénurie de pâturages n'est pas la principale raison pour laquelle les pasteurs déplacent leurs animaux. La principale préoccupation des pasteurs concerne la qualité du régime alimentaire de leur troupeau, et donc, généralement, plutôt que de quitter des pâturages dont la quantité est mauvaise, ils se déplacent vers des pâturages de meilleure qualité. Des pâturages hautement nutritifs donnent un troupeau qui produit plus de lait avec une plus forte teneur en matières grasses, un troupeau dont la prise de poids

### Encadré 2 : L'importance de la mobilité stratégique

*Le Cadre stratégique de l'Union africaine pour le pastoralisme est explicite par rapport à son plaidoyer pour la mobilité stratégique pastorale. Il reconnaît que la mobilité est à la base de l'utilisation efficace et la protection des terres de parcours, et que la mobilité est la clé de l'adaptation appropriée aux tendances climatiques et autres. Le principe se reflète dans les stratégies pratiques d'encadrement, telles que la garantie d'accès aux pâturages pour les éleveurs, grâce à l'appui des politiques et de la législation foncières, et au développement des politiques régionales pour permettre les mouvements et le commerce régionaux du bétail.*

Source : Union africaine, 2013, 35.

11 Krätli, 2015 résume parfaitement la situation.

12 Une étude qui examine cette question du point de vue de l'écologie des populations d'ongulés sauvages au Sahel a révélé que « les populations d'ongulés sauvages migrent pour tirer parti de ressources alimentaires nutritives, mais très saisonnières. Ce faisant, elles maintiennent un effectif plus élevé qu'elles ne pourraient le faire en étant sédentaires » (Sinclair et Fryxell, 1985, 987).

13 D'après un directeur chargé des politiques au Bureau de l'USAID pour la sécurité alimentaire, « ce n'est pas la sécheresse, mais la vulnérabilité à la sécheresse qui érode la sécurité alimentaire dans [les zones sèches de Somalie, d'Éthiopie et du Kenya] et cette vulnérabilité est le résultat d'un sous-investissement chronique » (Tran, 2011 cité dans Krätli et al., 2013).

14 La mobilité est aussi importante pour éviter ou minimiser les effets de problèmes tels que la sécheresse, la maladie ou un conflit tout en saisissant les occasions offertes par la volatilité des marchés au bétail, pour vendre leurs bêtes lorsque les prix sont intéressants.

## Étude de cas : Les institutions coutumières ont testé des mécanismes pour gérer la variabilité saisonnière et la sécheresse

Dans le comté d'Isiolo au Kenya, les pasteurs Borana gèrent l'accès aux zones de pâturages et à l'eau par le biais d'institutions coutumières. C'est le *jarsa dedha* (conseil des aînés) qui est principalement chargé de la gestion des ressources en pâturages. Le *jarsa dedha* prend des décisions sur la mobilité de la communauté, principalement en ce qui concerne les mouvements saisonniers des pâturages de saison humide aux pâturages de saison sèche, et sur l'ouverture au bétail des trous de forage situés dans la réserve en cas de sécheresse

Le *jarsa dedha* est chargé de veiller à ce que les animaux quittent les zones de pâture de saison sèche et les réserves en cas de sécheresse durant la saison humide. Cela permet aux pâturages de se régénérer dans ces zones, tout en constituant une « banque fourragère » pour un usage ultérieur. La date d'entrée dans les pâturages de saison sèche et les réserves en cas de sécheresse est décidée par le *jarsa dedha*, en fonction de l'état des pâturages environnants. Le *jarsa dedha* gère également les niveaux de stockage sur les parcours durant la saison sèche pour assurer un équilibre entre les effectifs d'élevage et les disponibilités en pâturages jusqu'à l'arrivée de la prochaine saison des pluies. Il y parvient en régulant le nombre d'animaux qui a accès à l'eau dans les zones de pâturages de saison sèche et les réserves en cas de sécheresse. Le mouvement du bétail entre les différents *jarsa dedhas* doit être convenu au préalable entre les conseils des aînés concernés qui déterminent s'il existe des ressources suffisantes en eau et en pâturages.

Les Borana ont aussi des institutions pour gérer l'accès à l'eau. Tous les puits ont un propriétaire appelé *aba ella* ou *aba qonfi*. Celui-ci est généralement le descendant le plus âgé de l'homme ayant initialement creusé le puits. Lui et son clan ont des « droits prioritaires » sur le puits. L'utilisation de l'eau en provenance de puits et de barrages est coordonnée au niveau de la communauté par les *aba erega*. Ce sont eux qui décident du roulement pour l'accès à chaque source d'eau. L'*aba erega* est issu du conseil local des aînés (*jarsa dedha*).

Les différents types de sources d'eau sont soumis à des formes de gestion distinctes. La gestion la plus rigoureuse intervient durant la saison sèche au niveau des puits et forages profonds. Du fait de l'importance stratégique de ces ressources, la gestion en incombe au *jarsa dedha*. L'utilisation des puits peu profonds est rigoureusement contrôlée par l'*aba ella* et l'*aba erega* qui travaillent de concert. Un *aba ella* attribue des « droits prioritaires » à l'eau, en fonction du *konfi* (la propriété) et du *sunsuma* (appartenance à un clan et affiliation). S'il y a suffisamment d'eau, des « droits secondaires » sur la ressource sont décidés par l'*aba erega*.

Les coutumes et la culture des Borana ne définissent pas seulement ceux qui sont autorisés à accéder à certains puits, mais aussi l'ordre de priorité pour abreuver les bêtes parmi les titulaires de droits. L'accès aux ressources pastorales est ainsi négocié et réciproque, ce qui confère un degré élevé de souplesse aux pasteurs pour répondre à l'évolution de la disponibilité des ressources en pâturages et en eau en raison des précipitations saisonnières. De cette façon, ils peuvent veiller à garantir une productivité élevée durant la saison des pluies et réduire au minimum les pertes de production, de productivité et d'actifs durant la saison sèche et les épisodes de sécheresse. Toutefois, bien qu'ils soient encore fonctionnels, ces arrangements institutionnels ont été affaiblis dans le comté et il faudrait les renforcer ou en élaborer de nouveaux, qui soient hybrides, le cas échéant.

est plus rapide, qui se reproduit plus vite et qui est globalement en meilleure santé. Durant la saison des pluies, les animaux doivent être particulièrement bien nourris avec de l'herbe fraîche à haute valeur nutritionnelle pour maximiser la prise de poids de façon à pouvoir résister à l'inévitable perte de poids durant la saison sèche.

La croyance populaire prétend que les pasteurs errent à la manière de vagabonds ; bien au contraire, ils planifient leurs mouvements avec beaucoup de soin, comme le reconnaît l'Union africaine dans son Cadre stratégique pour le pastoralisme (encadré 2). Les pasteurs améliorent la productivité de leurs troupeaux grâce à une planification stratégique de leurs routes de pâturage à différentes échelles de temps et d'espace pour veiller à ce que les animaux puissent accéder à ces zones lorsque les herbages sont au maximum de leur valeur nutritionnelle. À plus grande échelle, les itinéraires de pâturages impliquent de déplacer les animaux vers de nouveaux herbages, souvent d'une zone écologique à une autre, sur la base de changements saisonniers ou interannuels. Ainsi, au Sahel, les troupeaux sont amenés vers le sud pour que cela coïncide avec l'arrivée des pluies et ils sont ensuite conduits vers le nord en suivant l'avancée des pluies<sup>15</sup>. Cette méthode permet aux pasteurs de toujours offrir à leurs bêtes un régime alimentaire nutritif grâce à des pâturages de qualité, ce qui ne serait pas possible s'ils devaient les garder toujours au même endroit.

À une moindre échelle, la mobilité implique de planifier des mouvements de plus courte durée durant la saison des pluies en fonction des régimes de précipitations ou autour des points d'eau permanents durant la saison sèche. À l'échelle micro, un itinéraire de déplacement journalier pourrait être organisé de façon à conduire les bêtes sur des pâturages particulièrement nutritifs ou appétents pour maintenir leur appétit ou pour produire du lait avec une teneur en matières grasses particulièrement élevée<sup>16</sup>. De plus, dans certains systèmes pastoraux, comme chez les WoDaaBe au Sahel, les pasteurs sélectionnent les animaux capables de se nourrir de manière sélective, c'est-à-dire qu'ils savent choisir les éléments les plus nutritifs d'un pâturage et éviter les espèces les moins intéressantes<sup>17</sup>.

Les droits d'usage communaux et la pratique de droits d'accès aux ressources négociés et réciproques, notamment pour ce qui concerne les pâturages et l'eau, sont d'autres exemples de variabilité intégrés dans les systèmes pastoraux pour s'adapter à la variabilité des ressources. Ces institutions, si elles sont une condition requise essentielle pour la mobilité, permettent aussi aux éleveurs de saisir rapidement et avec souplesse des occasions imprévisibles et souvent de courte durée, ce qui ne serait pas possible avec des arrangements plus cadrés et plus rigides tels que les régimes fonciers sur les terres privées et la législation formelle régissant l'accès aux ressources pastorales. L'élevage de différentes espèces de bétail – un autre exemple de variabilité intégré dans le processus de production pastorale – ouvre des possibilités plus vastes de mise en pâture, en optimisant l'usage des pâturages, car les différentes espèces n'ont pas les mêmes habitudes et préférences alimentaires. De plus, l'élevage de différentes espèces peut contribuer à diversifier les flux de revenus des pasteurs, car différentes espèces peuvent se révéler plus rentables sur certains marchés ou à différentes époques de l'année.

## Les systèmes pastoraux fonctionnels sont très productifs dans des contextes variables

Bien que le pastoralisme ne soit pas en lui-même plus productif que d'autres systèmes d'élevage (p. ex. les ranches ou l'élevage laitier en stabulation), il existe de plus en plus de preuves que, dans des environnements caractérisés par une haute variabilité, plus le système est mobile, plus il rapporte.

### Comparaison de la productivité entre groupes pastoraux très mobiles et moins mobiles

Les recherches au Soudan à la fin des années 1970 ont montré que la productivité des troupeaux élevés par les pasteurs Baggara hautement mobiles était supérieure à celle des groupes pastoraux plus sédentaires qui sont installés dans les pâturages du nord à la périphérie de la ville de Nyala dans le Darfour du Sud (tableau 1).

15 Schareika *et al.*, 2000.

16 Meuret, 2014.

17 Krätli, 2015 ; IIED et SOS Sahel, 2010.



Fourrage arbustif en bordure de ruisseaux temporaires dans un système sec plus large, Darfour, Soudan (Crédit photo : Matija Kovač)

Tableau I. Productivité des troupeaux sédentaires et mobiles dans le sud du Darfour, Soudan (source :Wilson et Clarke, 1976)

Indicateur	Troupeaux sédentaires	Troupeaux mobiles
Production de viande par kg de femelle reproductrice	0,023 kg	0,057 kg
Taux de mise-bas	45 %	65 %
Mortalité totale	35 %	15 %
Mortalité des petits	40 %	11 %

Cet écart de productivité peut s'expliquer par les facteurs suivants :

- Durant la saison humide, les troupeaux Baggara suivent l'herbe fraîche luxuriante et nutritive qui accompagne la progression des pluies vers le nord, depuis le Soudan du Sud pour gagner les États du Darfour et du Kordofan. Dans le nord, même s'ils reçoivent moins de pluies, les pâturages sont beaucoup plus nutritifs que ceux du sud, et les animaux gagnent rapidement du poids et produisent davantage de lait. À la fin des pluies, les Baggara se déplacent progressivement vers le sud, conduisant leurs bêtes là où croissent de nouvelles plantes fourragères sur les berges de ruisseaux saisonniers qui, à présent, se tarissent peu à peu. Ces zones fournissent aussi du fourrage hautement nutritif grâce à leurs arbres ainsi qu'aux herbes « de décrue » émergentes (voir la photographie). C'est grâce à cette stratégie qui consiste à « suivre constamment la croissance des pâturages » que les Baggara peuvent garder quasi continuellement leurs bêtes sur des pâturages à haute valeur nutritive.

Tableau 2. Production du ranching commercial sédentaire comparée à celle du pastoralisme mobile

Productivité du pastoralisme et du ranching (ranching = 100 %)	Unités de mesure
Éthiopie (Borana) <sup>18</sup>	157 % par rapport aux ranches kenyans Mégajoules d'énergie brute (MJGE)/ha/an (calories)
Kenya (Maasai) <sup>19</sup>	185 % par rapport aux ranches d'Afrique de l'Est Production de protéines en kilos/ha/an
Botswana <sup>20</sup>	188 % par rapport aux ranches du Botswana Production de protéines en kilos/ha/an
Zimbabwe <sup>21</sup>	150 % par rapport aux ranches du Zimbabwe Dollars du Zimbabwe/ha/an

- En revanche, les troupeaux élevés par les éleveurs qui résident en permanence sur les pâturages du nord à la périphérie de la ville de Nyala ne profitent de pâturages nutritifs que durant la saison des pluies. Pendant le reste de l'année, les animaux sont mis en pâture sur des pâturages secs ayant une valeur nutritionnelle relativement faible, ce qui réduit leur productivité.

### Comparaison de la productivité entre pastoralisme et ranching

Des recherches ont été menées afin de comparer la productivité du bétail élevé selon deux systèmes de gestion différents avec des objectifs distincts dans le même environnement de zone sèche :

- Le **pastoralisme** à forte mobilité et avec peu d'intrants extérieurs, où le bétail est élevé pour des **objectifs relatifs aux moyens d'existence des ménages** – apport de nourriture, produit de la vente, épargne et assurance pour la famille immédiate et étendue.
- Le **ranching** avec une mobilité limitée et des intrants extérieurs élevés où des troupeaux d'une seule espèce (le plus souvent des bovins) sont souvent élevés pour des **objectifs commerciaux** – principalement la production de viande de bœuf. Voir le tableau 2 pour une comparaison du ranching et du pastoralisme.

Les recherches ont comparé les productions nettes mesurées en termes d'énergie alimentaire (calories), de protéines, de recettes générées en un an d'élevage sur 1 hectare (ha) de terres dans des conditions d'élevage pastoral mobile ou de ranching. Les résultats montrent que, dans des conditions semblables en zones sèches, le pastoralisme est sensiblement plus productif que le ranching lorsque l'on rapporte les mesures à l'hectare. Les raisons qui expliquent les écarts de productivité sont les suivantes :

- Les ranches, en tant qu'entreprises commerciales, cherchent à faire du bénéfice. Leur stratégie de gestion consiste à contrôler les facteurs de production dans un environnement de zones arides caractérisé par des ressources variables, éparses et imprévisibles. Ils y parviennent en gardant relativement peu d'animaux d'une seule espèce et d'un même sexe (p. ex. des bovins mâles pour la production de viande de bœuf) dans un endroit fixe à un « niveau de stockage écologiquement prudent » pour pouvoir tolérer des niveaux hautement variables de production de pâturages, et donc de nutriments, d'une saison des pluies à l'autre. Ils fournissent également des intrants extérieurs comme de l'eau, des soins vétérinaires et des aliments

18 Cossins, 1985.

19 Western, 1982.

20 de Ridder and Wagenaar, 1984.

21 Barrett, 1992.

d'appoint. De cette façon, ils produisent relativement peu d'animaux qui ont toutefois une bonne masse corporelle et qui sont susceptibles d'attirer des prix élevés sur le marché.

- Le pastoralisme, parce qu'il se spécialise dans l'utilisation de la variabilité, élève le plus souvent différentes espèces et se sert de la mobilité (i) pour pratiquer « un niveau de stockage écologiquement souple » qui permet aux praticiens d'optimiser le nombre d'animaux qui peuvent être nourris sur un même endroit sur une durée relativement courte sans surpâturage du milieu ; et (ii) pour maintenir presque constamment leurs animaux sur un régime à haute teneur nutritionnelle durant la saison des pluies sans payer d'intrants extérieurs<sup>22</sup>. De cette façon, les pasteurs peuvent élever un plus grand nombre de bêtes par hectare (à condition d'être mobiles) et tirer des parcours une plus grande variété d'avantages que le ranching (p. ex. lait, viande, assurance, etc.). Les animaux d'un ranch auront une masse corporelle plus faible et ne rapporteront pas un prix aussi élevé sur le marché.

Si tous les coûts et les avantages sont pris en compte puis comparés **sur une base à l'hectare**, le pastoralisme génère plus d'avantages que le ranching. Toutefois, si l'on compare les animaux élevés sur un ranch à ceux d'un système pastoral sur **une base par animal**, dans ce cas, ceux qui sont élevés dans un ranch produisent plus de viande ou de lait. Toutefois, le coût net au kilo de viande ou au litre de lait pour les animaux élevés dans un ranch sera probablement supérieur à celui de la viande ou du lait produits par des animaux élevés dans un système pastoral.

### **Contribution économique du pastoralisme aux économies nationales et locales**

Le pastoralisme contribue sensiblement aux économies nationales et régionales d'Afrique. D'après une étude de l'Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI), la valeur économique du pastoralisme en Afrique est estimée à 1,3 billion de dollars US ; ce qui équivaut à 30 % du produit intérieur brut (PIB) du continent<sup>23</sup>. L'étude a également révélé que le secteur de l'élevage représente jusqu'à 80 % du PIB agricole de nombreux pays d'Afrique. Par ailleurs, le pastoralisme procure une source de revenus pour des millions de ménages africains.

En plus de ses contributions économiques, le pastoralisme joue un rôle important dans la préservation des écosystèmes et la conservation de la biodiversité. La mise en pâture du bétail permet, entre autres, d'éviter les feux de forêt, de lutter contre les espèces invasives et de promouvoir la fertilité des sols. Ces systèmes sont également reconnus pour leur résilience face au changement climatique. L'appréciation croissante de leur valeur économique est liée à la gestion des parcours comme des espaces écologiques et politiques, avec des économies pastorales extensives qui sont les seuls systèmes capables de gérer efficacement des étendues aussi vastes. Les coûts associés à la sécurisation des « espaces non gouvernés » sont extrêmement élevés, comme on a pu le voir avec la situation tragique qui règne dans le nord du Mali<sup>24</sup>.

Toutefois, le potentiel économique du pastoralisme en Afrique est souvent limité par des défis multiples, y compris l'insécurité, la fragmentation des parcours, le développement inapproprié de l'eau, les conflits liés à l'utilisation des terres et des services de base insuffisants. Pour tirer pleinement parti des avantages économiques du pastoralisme, il faut des politiques et des investissements qui comprennent et soutiennent les systèmes de production pastorale et les pasteurs. Ceux-ci sont abordés plus en détail à la fin de la 2e section.

22 Les intrants extérieurs se limitent généralement à certains soins vétérinaires (p. ex. vaccins), et éventuellement un peu de main-d'œuvre et des aliments d'appoint ou des minéraux (p. ex. du sel).

23 ILRI, 2015.

24 Ploch, 2011.

## 2. LE PASTORALISME EN AFRIQUE : QUAND CROISSANCE ET CRISE COEXISTENT

### Dilemmes du développement

Comme on l'explique dans la section 1, le pastoralisme africain est une combinaison de systèmes pointus hautement adaptés qui ont recours à des formes spécialisées de production animale et de mobilité stratégique. La capacité de production de ces systèmes est illustrée par leur rôle déterminant dans la fourniture de bêtes aux marchés nationaux, régionaux et internationaux. Ainsi, les éleveurs d'Afrique de l'Est sont les principaux fournisseurs d'animaux aux marchés locaux, et certains pays – notamment l'Éthiopie, la Somalie et le Soudan – sont des exportateurs d'animaux de premier plan. En 2010, la valeur des échanges de bétail en Afrique de l'Est était estimée à 1 milliard de dollars US par an, et on misait sur une hausse de ce chiffre à mesure que la demande en viande augmentait dans les centres urbains florissants et chez les consommateurs de la classe moyenne. Toutefois, au niveau des politiques, cet énorme commerce de bétail est souvent mal compris, car une grande partie est de nature informelle et implique des mouvements transfrontaliers du bétail dans des zones reculées et non réglementées. Voir un exemple dans l'encadré 3. Il est rare que les statistiques sur les marchés officiels capturent les volumes d'échanges ou les prix réels, surtout dans les zones où il existe des mouvements



Marché au bétail de Garissa, Kenya (Crédit photo : Andy Catley)

### Encadré 3 : Les échanges transfrontaliers de chameaux de l'Éthiopie au Soudan<sup>25</sup>

En 2011, des recherches financées par l'USAID ont révélé un vaste et florissant système d'échanges de chameaux qui s'étendait sur près de 2.000 km, en provenance de producteurs pastoraux dans l'est de l'Éthiopie jusqu'à l'extrême nord-ouest du pays en gagnant le Soudan. Ce commerce concernait plus de six groupes ethniques et il était desservi par 24 marchés à travers toute l'Éthiopie. Dans le cadre de ce système évolutif, les pasteurs fournissaient des chameaux pour répondre à la demande des agriculteurs des plateaux éthiopiens de moyenne altitude et à la hausse de la valeur marchande des chameaux au Soudan. Bien que ce commerce se soit développé en l'absence de programmes d'aide ou de stratégie gouvernementale, en 2010, il était estimé à 61 millions de dollars US. À titre de comparaison, la valeur totale des exportations officielles de viande bovine, ovine et caprine et d'animaux sur pieds depuis l'Éthiopie en 2010 était de l'ordre de 125 millions de dollars US.



Marché informel de chameaux, Éthiopie (Crédit photo :Yacob Aklilu)

commerciaux transfrontaliers du bétail. Le tableau des échanges de bêtes varie aussi d'un pays à l'autre. Par exemple, les pasteurs kenyans sont les principaux fournisseurs de bétail aux marchés locaux, mais le Kenya est aussi un importateur net de bêtes élevées en mode pastoral, notamment en provenance du sud de la Somalie. Quelle que soit la manière de mesurer le commerce de bétail des communautés pastorales, certaines zones pastorales d'Afrique peuvent être considérées comme des plateformes économiques régionales qui sont pilotées par des systèmes d'échanges de bétail qui s'étendent dans les pays voisins et plus loin encore. Il est possible de résumer cette activité au moyen de **discours de croissance économique** qui placent le pastoralisme comme le moteur de la croissance économique et de l'investissement local et qui, au fil du temps, résistent aux conflits, aux tendances climatiques et à une faible gouvernance. C'est sous cette sorte de discours que les efforts de développement autour de la commercialisation et de la lutte contre les maladies du bétail se positionnent souvent, quels que soient leurs impacts réels.

Le dilemme du développement pour le pastoralisme africain tient au fait que les zones qui affichent un commerce de bétail impressionnant sont aussi caractérisées par des indicateurs de développement humain très faibles et par des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Les indicateurs en matière de revenus, de santé, d'éducation et de nutrition dans les zones pastorales sont systématiquement inférieurs aux moyennes nationales. Le dilemme devient plus flagrant durant les périodes de sécheresse, lorsque la

25 Aklilu et Catley, 2011.

malnutrition aiguë est à son comble, qu'une grande partie de la population a besoin d'aide humanitaire et quand nos écrans de télévision nous montrent les images désormais familières de carcasses d'animaux et de produits d'aide alimentaire qui s'entassent. Loin du discours de croissance économique, c'est cette fois un **discours de pastoralisme en crise**. Le discours de crise sous-tend des politiques et des programmes qui visent à transformer le pastoralisme en quelque chose d'autre, notamment en systèmes d'agriculture sédentaire, qui font abstraction de décennies d'échec et des contraintes imposées par une pluviométrie capricieuse.

Le discours de crise autour du pastoralisme africain est également lié à des situations d'urgence complexes qui sont caractérisées par des conflits de longue durée et, dans certains cas, par des cycles de violentes représailles sur le bétail, et des raids commerciaux. Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont aussi un problème chronique, notamment en Afrique de l'Ouest. Pour certains responsables politiques, le pastoralisme et le déplacement des populations et des troupeaux dans des zones reculées sont perçus comme une source de conflit ; par conséquent, il est proposé de sédentariser et de contrôler les pasteurs afin de résoudre ces conflits. À différents degrés, les pasteurs sont aussi mêlés à de nouvelles formes de conflits, tels que ceux qui sont associés à l'accapement à grande échelle de terres pastorales par le gouvernement pour l'agriculture commerciale, des projets énergétiques, l'extraction minière ou la conservation de la vie sauvage, ou encore liés à des différends internes sur des limites de territoires entre autorités locales. Il convient de souligner que toutes les zones pastorales ne sont pas touchées par de graves conflits et que le pastoralisme n'est pas une cause de conflit ; bon nombre des conflits dans les zones pastorales sont déclenchés par des acteurs gouvernementaux et entretenus par eux à des fins de gains économiques.

## Se hisser plus haut ou baisser les bras et abandonner

Au début des années 2000, bien des années de recherches antérieures ont été compilées pour donner le jour à de nouvelles études afin d'expliquer pourquoi les zones pastorales d'Afrique étaient à la fois le théâtre de croissance [*moving-up* ou se hisser plus haut] et de crise [*moving-out* ou baisser les bras et abandonner]<sup>26</sup>. En anglais, cette réflexion portait le nom de « *Moving up, Moving out analysis* » (Analyse MuMo) et comportait deux éléments principaux. Il s'agissait :

- Tout d'abord, de comprendre les différentes stratégies économiques utilisées par les ménages appartenant à divers groupes de richesse pour acquérir et bâtir des actifs financiers (bétail), y compris différents comportements de commercialisation du bétail en fonction de ce groupe de richesse ;
- Deuxièmement, d'évaluer l'impact des tendances à long terme qui impulsent des changements dans la possession d'actifs (le bétail) des ménages plus pauvres aux ménages plus riches et l'écart grandissant dans le capital financier entre ménages plus pauvres et ménages plus riches.

### Croissance et statut économique au niveau des ménages

Pour les éleveurs, la richesse est associée – tout à fait logiquement – à l'augmentation du nombre de bêtes plutôt qu'à l'accumulation d'argent. Cette croissance fondée sur l'élevage s'explique par des rendements élevés du bétail par rapport à l'argent, par une base de ressources naturelles qui soutient l'élevage et par des services financiers limités dans les zones pastorales<sup>27</sup>. Pour les ménages pastoraux plus pauvres ayant moins de bêtes, le but principal est de se construire un cheptel en guise de capital financier, de le garder, et de gérer leurs bêtes pour répondre à leurs besoins alimentaires de base, p. ex. leur fournir du lait pour leur propre consommation. Durant ce processus, les ventes de bêtes se limitent à couvrir les besoins domestiques immédiats. À mesure que le cheptel augmente, il devient plus facile de couvrir les besoins domestiques et un plus grand nombre d'animaux

26 Catley et Aklilu, 2013.

27 Voir, par exemple, McPeak, 2005.

devient disponible à la vente. Un plus gros troupeau (donc, un capital financier plus élevé) offre aussi une certaine protection contre les aléas, tels que la sécheresse ou les maladies du bétail :

*Dans l'ensemble, les pasteurs semblent peu enclins à liquider leurs bêtes au point que la taille de leur troupeau puisse se révéler insuffisante pour garantir la sécurité alimentaire du ménage face à des circonstances imprévues à venir<sup>28</sup>.*

Si la propriété et la croissance du cheptel chez les pasteurs sont assimilées à un portefeuille d'investissements, la logique économique de leur comportement devient évidente :

*Les ménages Karamojong (et autres pasteurs) gèrent leur cheptel/troupeau comme un portefeuille d'investissements composé d'une variété d'actifs. Leur objectif primordial est d'accroître la valeur de leur portefeuille (dans ce cas, le troupeau ou cheptel). Le revenu généré par le portefeuille prend la forme de plus-values : une combinaison de valeurs d'actifs croissantes et de dividendes. Pour l'essentiel, les pasteurs ne tirent pas de revenu de la vente de leurs bêtes. Au lieu de cela, la vente de leurs bêtes ne fait que monétiser leur revenu, en convertissant les plus-values en argent liquide pour l'une de deux raisons principales :*

**Couvrir des besoins immédiats de liquidités.** Les pasteurs Karamojong vendent des bêtes pour obtenir de l'argent liquide pour l'achat de céréales de base, le paiement des frais de scolarité, les obligations familiales ou les dépenses imprévues, telles que les frais médicaux. Ce comportement est bien décrit dans la littérature. Mais cela ne décrit pas ce qui se passe réellement. Les animaux vendus pour couvrir les besoins immédiats de liquidités sont généralement des mâles excédentaires ou des femelles de réforme (actifs ayant un potentiel de croissance future limité) dont la vente aura un impact négligeable sur la valeur totale du portefeuille.

**« Voir plus grand » (« Trade up »)** Les éleveurs tirent parti des occasions de vendre des actifs ayant un faible potentiel de croissance (taureaux destinés à l'abattage) et utilisent le produit de la vente pour acheter des actifs ayant un fort potentiel de croissance (génisses). Ce comportement en matière d'investissement augmente le potentiel global de croissance de leur portefeuille d'élevage<sup>29</sup>.

CII est essentiel de souligner que les pasteurs plus pauvres ne réagissent guère aux prix du marché et qu'un accès plus facile au marché n'entraîne pas nécessairement une augmentation des ventes de bétail. Dans le cas des prix du marché, des prix plus élevés pour les bêtes signifient que ces ménages peuvent vendre moins de bêtes pour satisfaire leurs besoins essentiels et augmenter la valeur de leur portefeuille.

Lorsque les éleveurs d'Afrique parlent de richesse et de pauvreté, immanquablement, leurs propos sont axés sur la possession de bêtes. La pauvreté est associée à un petit troupeau, souvent constitué de petit bétail de moindre valeur, comme des moutons et des chèvres. La richesse est associée à un gros troupeau, surtout s'il comprend de plus grosses espèces de plus haute valeur, comme des bovins et des chameaux. Des nombres et des types de bêtes précis sont affectés à des groupes de richesse spécifiques. Un concept comparable à ces descriptions est celui du « cheptel minimum », qui correspond au nombre minimal d'animaux qu'un ménage doit posséder pour fonctionner comme un ménage pastoral, indépendamment d'autres sources éventuelles d'alimentation et de revenus non liées à l'élevage. Sans un certain nombre de bêtes femelles matures pour produire du lait destiné à la consommation et de jeunes destinés à la vente (pour l'achat de céréales à consommer), un ménage a besoin de trouver de la nourriture et un revenu provenant d'autres sources. La taille minimale d'un troupeau peut être assimilée à un portefeuille minimal, que les ménages plus pauvres visent à acquérir.

28 Barrett et al., 2006.

29 Rockeman et al., 2016.

Tableau 3. Revenu annuel des ménages pastoraux issu de la vente de bêtes dans des régions désignées de l'Éthiopie, du Kenya et du Soudan<sup>30</sup>

Région, pays	Revenu issu de la vente de bêtes, par niveau de richesse (dollars US) (nombre équivalent d'ovins ou de caprins)			
	Très pauvres	Pauvres	Intermédiaires	Plus aisés
Mandera, Kenya	105 (3,5)	229 (7,5)	702 (24)	1.787 (60)
Wajir, Kenya	42 (1,5)	169 (5,5)	677 (22)	1.105 (37)
Teltele, Dillo, et Dier, Éthiopie	114 (5)	202 (8,5)	714 (31)	2.100 (92)
Borana-Guji, Éthiopie	132 (5,5)	231 (10)	768 (34)	1.500 (66)
Darfour du Nord, Soudan		115 (4)	615 (21)	-

Ces aspects de l'économie des ménages pastoraux expliquent pourquoi la commercialisation du bétail dans les zones pastorales est fortement différenciée en fonction du niveau de richesse. Ainsi, dans le nord du Kenya et le sud de l'Éthiopie, les ménages plus aisés ont vendu respectivement 26 fois et 18 fois plus d'animaux que les ménages « très pauvres » (tableau 3). Chez les pasteurs, les principaux fournisseurs de bétail sur les marchés locaux et internationaux sont des ménages relativement riches.

### Tendances à long terme et impacts

Les principales tendances à long terme dans l'analyse MuMo sont les suivantes :

#### Essor démographique

En supposant une augmentation annuelle de 2,5 % de la population, la démographie double environ tous les 30 ans. En général, l'environnement et l'écologie des zones pastorales limitent la croissance des effectifs d'élevage, tout comme le fait la commercialisation (voir plus bas).

#### Sécheresses

L'impact de la sécheresse est de provoquer des pertes substantielles de bêtes, qui meurent de faim ou de soif. Bien que la sécheresse affecte les troupeaux des pasteurs de tous les groupes de richesse, ce sont les ménages plus pauvres ayant moins d'animaux qui risquent le plus de perdre des bêtes, au point de devoir abandonner le pastoralisme. Les pasteurs plus aisés ont plus de chances d'avoir accès à des terres privées où faire paître leurs bêtes ou à des sources d'eau privées durant une sécheresse et ils sont plus à même d'employer des stratégies durant la sécheresse, telles que le convoyage des bêtes par camions vers d'autres régions. La reconstitution du troupeau à l'issue d'une sécheresse peut prendre des années et, pendant ce temps, les pasteurs sont souvent confrontés à de nouvelles sécheresses, ou à des chocs tels qu'une épidémie qui frappe le cheptel et freine la croissance du troupeau.

#### Commercialisation

Comme expliqué ci-dessus, les pasteurs africains sont d'importants fournisseurs de bétail aux marchés nationaux, régionaux et internationaux. Dans nombre de régions, les pasteurs ont réagi aux demandes du marché au fil du temps et ont adapté la composition de leur troupeau et leurs pratiques de gestion afin d'approvisionner les marchés. La demande de viande et de lait augmente proportionnellement à la croissance des villes et des cités, en fonction des tendances économiques et du nombre croissant de consommateurs à revenu intermédiaire. Toutefois, comme indiqué plus haut, ce sont les pasteurs plus riches qui fournissent l'essentiel du bétail aux marchés et, à mesure que cette pratique se développe, on constate une évolution des comportements. Parmi

30 Aklilu et Catley, 2009.

#### Encadré 4 : Obstacles politiques et institutionnels à la mobilité pastorale<sup>31</sup>

- Une longue histoire de législation foncière qui reconnaît ou donne la priorité aux terres agricoles par rapport aux parcours, qui considère que les parcours sont des terres inoccupées et non productives, et qui suppose à tort que d'autres utilisations de ces terres sont plus rationnelles et plus productives. Il y a beaucoup de variations sur ce thème général, notamment un déphasage entre les constitutions et lois nationales et les corps constitués. Il s'ensuit une appropriation gouvernementale des parcours à grande échelle, y compris des zones critiques de pâturages de saison sèche, à des fins de développement agricole ; et une préférence accordée à l'agriculture irriguée par les pouvoirs publics, que ce soit avec des investissements locaux ou étrangers. Des intérêts particuliers sont souvent en jeu ;
- En lien avec ce qui précède, le problème de la représentation des pasteurs dans le dialogue sur la politique foncière et la réforme législative, qui est lié à la contrainte plus large que constitue la marginalisation politique des pasteurs dans de nombreux pays ;
- La reconnaissance limitée des institutions coutumières et, dans certains cas, le recul de l'influence et de la pertinence de ces institutions ;
- Un profond sentiment chez les responsables politiques des autorités centrales que la mobilité est une approche intrinsèquement rétrograde et, par exemple, qu'elle rend les pasteurs plus difficiles à administrer et à servir ; au niveau central, la modernité n'est pas associée aux communautés mobiles ; les programmes gouvernementaux qui visent à sédentariser les pasteurs, explicitement ou de manière indirecte ;
- Des politiques fragiles, voire inexistantes, sur le pastoralisme et le développement des zones pastorales ; là où il existe des politiques en matière d'élevage, un soutien spécifique au pastoralisme fait souvent défaut ;
- La déconnexion entre les politiques progressistes sur le pastoralisme de l'UA [Union africaine] et certaines Communautés économiques régionales (CER) et les politiques nationales ; bien que les politiques régionales soient « validées » par les États membres, le soutien de la politique de l'UA à la mobilité stratégique des pasteurs est souvent absent des politiques nationales ;
- L'empiètement des espèces ligneuses sur les parcours ; une hausse de 10 % des broussailles réduit les pâturages de 7 %. Les obstacles politiques associés comprennent les interdictions gouvernementales frappant l'utilisation du feu pour contrôler l'empiètement de la brousse sur les pâturages ;
- La modification des frontières administratives à l'intérieur des pays, p. ex. il arrive qu'un district non pastoral s'étende et grignote un district pastoral voisin ;
- Les autorités centrales redoutent que les mouvements transfrontaliers et les échanges de bétail soient illégaux – ce qui accentue le déphasage avec les objectifs des CER et les principes de libre circulation des biens, des services et des personnes ;
- Conflit amorcé par l'État qui touche les zones pastorales ; p. ex., concurrence entre les autorités locales sur les terres, les marchés ou les postes de douane ;
- Conflits ethniques non résolus par l'État, qui créent un « no man's land » agissant comme une étendue de terres non utilisée faisant tampon entre les groupes ethniques ;
- Administrations locales fragiles ou nouvelles qui tendent à reproduire le comportement politique des autorités centrales, et à encourager la recherche de rente ;
- Accaparement local des terres par des fonctionnaires ou des élites, y compris des pasteurs plus riches et des chefs traditionnels ;
- Faiblesses touchant l'aménagement du territoire, notamment l'expansion urbaine ;
- Fourniture de services de santé et d'éducation à un point fixe, qui ne tient pas compte de la mobilité ;
- Politiques et programmes limités, voire inexistantes, pour lutter contre les adventices ou, du moins, le faire de manière efficace ;
- Développement inapproprié des ressources en eau ; p. ex. l'emplacement des puits et des trous de forage ;
- Malentendus fréquents au sein des pouvoirs publics, du monde universitaire et des organismes d'aide quant aux raisons à l'origine de la mobilité des pasteurs, et ses avantages économiques et écologiques.

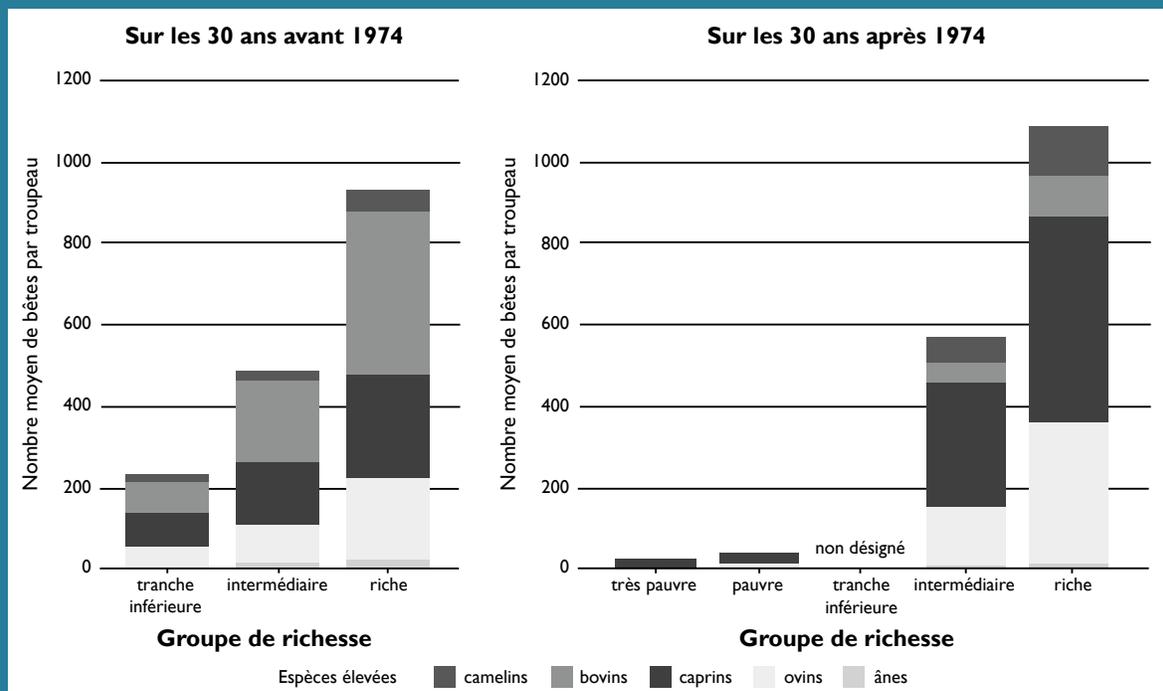
31 Catley, 2017.

## Étude de cas : Scénario « MuMo » dans la région de Somali en Éthiopie

Les recherches menées avec des pasteurs Issa dans la région de Somali en Éthiopie ont porté, entre autres, sur la collecte d'informations sur la taille et la composition du cheptel par groupe de richesse à deux époques : 30 ans avant 1974 et 30 ans après 1974. 1974 a été une année frappée par une sécheresse et une famine particulièrement cruelles et dont il est facile de se souvenir comme point de référence parmi les informateurs.

Par rapport à la période avant 1974, la période post-1974 se caractérise comme suit :

- L'apparition de deux nouveaux groupes de richesse que les informateurs décrivent comme « très pauvres » et « pauvres », qui possèdent l'un et l'autre très peu de bêtes. Ces ménages sont pris au piège de la pauvreté ;
- Des tailles de cheptel plus élevées pour les groupes d'éleveurs « intermédiaires » et « riches ». Il y a une hausse notable de la possession de chameaux, qui représentent l'espèce la plus prisée en matière d'élevage. Ces ménages « se hissent plus haut (sur l'échelle de l'affluence) » [*moving-up – Mu*] et sont les principaux fournisseurs de bétail aux marchés. Voir la figure 1.



ceux-ci figure l'accaparement de terres et d'eau jusqu'alors communales à des fins privées, surtout à l'époque cruciale des saisons sèches. En revanche, les ménages plus pauvres deviennent de plus en plus coupés de ces ressources, ce qui vient encore entraver leurs capacités à préserver ou à constituer leurs troupeaux. La commercialisation est aussi caractérisée par l'absence des riches propriétaires de bêtes qui gèrent leur troupeau à distance, p. ex. en faisant appel à des bergers sous contrat.

32 Catley et Iyasu, 2010, avec des données adaptées de Kassahun et al., 2008.

### Recul de la mobilité et de l'accès aux pâturages

Un pastoralisme efficace exige un accès aux parcours et assez de flexibilité pour pouvoir déplacer le troupeau vers des zones riches en pâturages et en eau de qualité. Pourtant, dans toute l'Afrique, les pasteurs sont confrontés à une détérioration de l'accès aux terres en raison d'une grande variété d'obstacles formels et informels, qui vont parfois jusqu'à un accaparement des terres à grande échelle (encadré 4). Ces obstacles existent dans de multiples configurations aussi bien à l'intérieur des pays et des zones pastorales qu'entre eux.

Lorsqu'elles sont associées aux stratégies de croissance fondées sur l'élevage des ménages par niveau de richesse, ces tendances conduisent à un mouvement graduel des actifs financiers, c.-à-d. du bétail, des ménages plus pauvres aux ménages plus riches. Lors d'une sécheresse, non seulement les ménages riches sont mieux capables de résister à la sécheresse, car ils ont plus d'animaux, mais ils ont aussi plus de chances d'avoir accès à leurs propres sources privées d'eau et de pâturages de saison sèche. Au fil du temps, la demande du marché en viande et en lait augmente parallèlement à l'augmentation des consommateurs des centres urbains de classe moyenne. Pour simplifier, les pauvres sont éjectés du pastoralisme et deviennent totalement démunis ; les riches restent dans le pastoralisme, adoptent des approches plus commerciales et approvisionnent les marchés. La différence d'actifs entre les deux groupes se creuse avec le temps, ce qui fait qu'il est plus difficile pour les pauvres de revenir au pastoralisme. Un nombre croissant de personnes se trouve pris au piège de la pauvreté

Pour ceux qui « se hissent plus haut » [*moving up – Mu*], et sur le long terme, le fait que les pouvoirs publics négligent les zones pastorales n'a pas constitué un obstacle majeur à mesure que la taille de leur cheptel augmente et qu'ils prennent en main le contrôle des ressources naturelles. En revanche, pour ceux qui « baissent les bras et abandonnent » [*moving out – Mo*] ou qui sont confrontés à un dénuement extrême, le piètre développement des zones pastorales sur le plan de l'éducation, de la santé, des infrastructures et de la sécurité a de graves répercussions. Un symptôme de ce sous-développement est le nombre croissant de pasteurs qui sont contraints de se tourner vers d'autres moyens d'existence ou de les diversifier. En Afrique de l'Est, il existe désormais des programmes de protection sociale de grande envergure, car les pouvoirs publics sont confrontés à des nombres sans cesse croissants de personnes ayant peu ou pas de bêtes, un niveau d'instruction limité et un état de santé précaire.

## Moyens d'existence autres ou diversifiés

Il y a déjà longtemps que les pasteurs diversifient leurs moyens d'existence lorsque des occasions se présentent, notamment en investissant dans l'éducation dans l'espoir que les salaires et les remises de fonds futurs permettront de soutenir l'économie des ménages. À l'issue d'une sécheresse et de la perte de bêtes, les pasteurs ont aussi recours à une diversification temporaire afin d'acquérir suffisamment de revenus pour restocker et reconstituer leurs troupeaux. Par exemple, à l'issue de la sécheresse au Niger entre 1968 et 1974, beaucoup d'éleveurs Wodaabe ont été contraints de devenir des travailleurs migrants<sup>33</sup>. Des activités diversifiées et des moyens d'existence autres sont définis comme suit :

- Les *activités diversifiées* sont considérées comme des activités qui s'inscrivent en complément de l'activité principale de production (qu'elle soit réelle ou souhaitée) ; pour les éleveurs, ces activités diversifiées peuvent être associées, ou ajouter de la valeur, au secteur principal de la production animale ou il peut s'agir d'activités séparées n'ayant rien à voir avec l'élevage ;
- Les *autres moyens d'existence* font principalement référence aux personnes qui « abandonnent » [*Mo*] le pastoralisme ; cela comprend un virage vers l'agriculture sédentaire, ainsi que différents emplois ou autres occasions qui se présentent en zones urbaines dans les zones pastorales mêmes ou à l'extérieur.

33 Loftsdottir, 2004.

En général, les activités de diversification chez les pasteurs peuvent être classées en activités « positives » et « négatives »<sup>34</sup>. La diversification positive génère un revenu sûr, prévisible et relativement élevé, sans endommager les cultures ou les milieux locaux, et elle a un effet positif ou neutre sur le pastoralisme. Toutefois, bon nombre de solutions de diversification positive sont déterminées par le niveau de richesse d'un ménage (y compris ses actifs d'élevage), sa proximité des centres urbains, des marchés et des services, et son capital politique et social. De plus, ces options sont généralement plus accessibles aux hommes et aux garçons plutôt qu'aux femmes et aux jeunes filles. En revanche, la diversification négative exerce des conséquences néfastes sur l'environnement et la société, elle expose les gens à un risque de violence, d'abus sexuel, ou à d'autres formes de préjudices, ou elle porte atteinte aux moyens d'existence de tiers ; c'est le cas, par exemple, de la criminalité. La diversification négative est souvent associée aux ménages pauvres, à un niveau d'instruction faible ou inexistant, à un isolement physique des centres urbains, et à des réseaux sociaux limités. Elle peut aussi traduire une marginalisation politique ou une discrimination à l'égard de groupes ou de communautés spécifiques. Ces facteurs, ainsi que les croyances et les pratiques culturelles telles que le mariage précoce, se traduisent par des risques nettement plus élevés de diversification négative pour les femmes et les filles. En général, quel que soit le genre, la diversification négative est aussi associée à des activités de subsistance pratiquées par nécessité et non par choix, et à des pièges de pauvreté.

D'autres types de diversification sont plus difficiles à classer, parce qu'ils ne sont pas nécessairement positifs ou négatifs. Ces types de diversification découlent souvent eux aussi d'un choix limité. À titre d'exemple, on peut citer un emploi non qualifié, qui est généralement le seul travail accessible aux pasteurs, en raison de leur faible niveau d'instruction<sup>35</sup>. Le plus souvent, un emploi non qualifié est associé à la proximité des centres urbains, à une faible rémunération, à de longues heures de travail, à une concurrence féroce pour les postes, et à des variations saisonnières marquées du point de vue de leur disponibilité. De plus, les lois sur l'emploi et la main-d'œuvre sont médiocres ou non appliquées. Cela encourage un marché de l'emploi qui mise sur l'exploitation, où le nombre de travailleurs dépasse de beaucoup la demande<sup>36</sup>. Les taux de rémunération sont parfois si faibles que les opportunités pour épargner ou acquérir des actifs de production sont minimes, et que toute poursuite de l'éducation ou d'acquisition de compétences est inabordable. De même, la faiblesse de la rémunération fait que les remises de fonds qui reviennent aux membres de la famille rurale sont également très basses.

Au niveau des politiques nationales, il est souvent supposé que les pasteurs devraient se transformer en agriculteurs, avec un soutien politique explicite en faveur de l'agriculture. Toutefois, cette approche néglige souvent les risques climatiques fondamentaux qui existent dans les zones arides et semi-arides, ainsi que la grande variabilité des précipitations. Le fait de dépendre davantage de l'agriculture que de l'élevage peut exposer les pasteurs à un risque accru d'insécurité alimentaire et à davantage de pièges de la pauvreté. Dans les zones où les régimes de précipitations ou l'accès à l'irrigation font de la production agricole une option viable, les éleveurs plus aisés ont plus de chances d'acquérir les meilleures parcelles. Le tableau 4 résume certains des principaux types de diversification et autres options de moyens d'existence.

---

34 Little, 2016.

35 Little, 2016.

36 Voir, par exemple, Iyer et Mosebo, 2017

Tableau 4. Diversification et autres moyens d'existence dans les zones pastorales

Option	Avantages et inconvénients, enjeux et choix
<i>Diversification et valorisation par des activités liées au bétail</i>	
Activités à valeur ajoutée liées à l'élevage et à la commercialisation, p. ex. la transformation et la vente de lait (Mahmoud, 2016)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutient le pastoralisme</li> <li>• Nécessite un accès aux marchés</li> <li>• Peut fournir des opportunités spécifiques et à risques relativement faibles pour les femmes – toutefois les demandes et les opportunités sont limitées</li> </ul>
Production de fourrage (Mahmoud, 2016 ; Fitzpatrick et Young, 2016)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutient le pastoralisme</li> <li>• Exige un accès à la terre, à l'eau et aux marchés ; peut impliquer des enclos sur des terres privées et une exclusion des autres éleveurs des principales zones de pâturages</li> </ul>
Agropastoralisme (Bushby et Stites, 2016 ; Fitzpatrick et Young, 2016)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertinence et niveau de risque étroitement liés à la pluviométrie – vaste gamme de contextes</li> <li>• Nécessite un accès au foncier et assez d'animaux</li> <li>• Risques de voir les terres agricoles faire concurrence aux parcours</li> <li>• Flexibilité – peut permettre des fluctuations annuelles ou saisonnières dans l'importance accordée à l'élevage plutôt qu'à la production agricole en raison des précipitations, de la sécurité, de la demande du marché ou d'autres facteurs</li> </ul>
<i>Diversification non liée au bétail et autres moyens d'existence</i>	
Investissements dans de nouvelles affaires, surtout des entreprises à base urbaine (Mahmoud, 2016)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comme les services financiers sont limités, le choix est principalement ouvert aux ménages plus riches, et/ou aux ménages urbains et périurbains</li> <li>• De solides réseaux sociaux sont souvent importants pour pouvoir accéder à des fonds</li> </ul>
Éducation (Jackson, 2011 ; Mahmoud, 2016 ; Iyer et Mosebo, 2017)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une option de subsistance critique et positive, mais davantage à la portée des ménages plus aisés, des hommes et des garçons ; plus accessibles aux ménages urbains ou périurbains</li> <li>• Les liens sociaux aux centres urbains sont importants, p. ex. pour proposer un hébergement et de la nourriture aux enfants issus des zones rurales</li> </ul>
Revenu dit « intermédiaire », p. ex. les enseignants et les infirmières dans le secteur public ; emploi dans des ONG ; emplois de mécanicien (Jackson, 2011 ; Mahmoud, 2016 ; Iyer et Mosebo, 2017)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessite souvent un certain degré d'instruction, surtout une éducation supérieure, et est donc moins accessible aux femmes et aux filles ; découle principalement d'un choix</li> <li>• Peut offrir des niveaux relativement élevés de remises de fonds qui reviennent aux ménages ruraux</li> <li>• S'appuie souvent sur les réseaux sociaux pour accéder à un emploi</li> <li>• Concerne des types d'emploi offrant une rémunération relativement juste, des avantages, et une protection, ainsi qu'une prévisibilité relativement élevée</li> <li>• Peut impliquer une migration, notamment pour un emploi de niveau professionnel assorti d'une rémunération plus élevée</li> </ul>

<p>Emploi assorti d'une faible rémunération, p. ex. main-d'œuvre agricole, manutentionnaires, secteur de la construction, agents de propreté, cuisiniers, emploi dans les bars et les hôtels (Stites <i>et al.</i>, 2014 ; Iyer et Mosebo, 2017)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les travailleurs urbains conservent souvent des liens avec leurs zones natales rurales</li> <li>• Souvent lié à un emploi saisonnier, imprévisible et mal payé, ou un emploi associé à des risques élevés sur le plan de la santé et la sûreté ; peut nécessiter une migration</li> <li>• Reflète un niveau d'instruction limité et une migration et un emploi par nécessité</li> <li>• Peut impliquer une rémunération en nature, p. ex. en nourriture ou en alcool, ou sous forme d'hébergement, et par ricochet, une rémunération en liquide très faible voire nulle</li> <li>• Souvent l'une des rares options accessibles aux femmes et aux filles</li> <li>• Risques élevés de tomber dans le piège de la pauvreté</li> </ul>
<p>Revenu issu de la collecte et de la vente de ressources naturelles, p. ex. charbon de bois, bois de feu, caoutchouc, résines, pierres, produits miniers (Young <i>et al.</i>, 2016 ; Stites <i>et al.</i>, 2014 ; Little, 2016)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traduit un faible niveau d'instruction et un choix limité, mais moins associé à l'émigration ; au rang des exceptions, on peut citer l'orpaillage qui attire des migrants issus d'une vaste région, et même par-delà les frontières du Tchad au Soudan</li> <li>• En fonction de ce qui est ramassé, c'est souvent l'une des rares options accessibles aux femmes et aux filles</li> <li>• Risques élevés de tomber dans le piège de la pauvreté</li> </ul>
<p>Agriculture (Burns <i>et al.</i>, 2013 ; Fitzpatrick et Young, 2016 ; Bushby et Stites, 2016)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grande variété d'avantages et d'inconvénients en fonction du contexte local</li> <li>• Risque élevé dans les zones qui connaissent une grande variabilité pluviométrique</li> <li>• Traduit souvent un choix limité dans des contextes d'un recul du nombre de bêtes possédées ; dans de tels cas, risque élevé de tomber dans le piège de la pauvreté</li> <li>• Risques de voir les terres agricoles faire concurrence aux parcours</li> </ul>
<p>Activité commerciale, p. ex., vente de nourriture et de vêtements sur les marchés ; brassage et ventes de bière ; vente de <i>khat</i> (Abebe, 2016 ; Stites <i>et al.</i>, 2014)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévisibilité relativement bonne et cette activité peut être gérée de manière indépendante/à titre privé</li> <li>• Principalement en zone périurbaine ou urbaine</li> <li>• Reflète un faible niveau d'instruction</li> <li>• Souvent l'une des rares options accessibles aux femmes et aux filles</li> </ul>

## Enjeux politiques et de programmation : Résumé

Les informations sur le pastoralisme présentées dans cette brève introduction suggèrent au moins cinq éléments clés sur le plan de la politique et de la programmation :

Soutenir les systèmes d'élevage pastoral – ces systèmes constituent l'épine dorsale de l'économie dans les zones pastorales et approvisionnent en bétail les marchés locaux, régionaux et internationaux. Ces systèmes sont bien adaptés aux environnements changeants et à la variabilité du climat, mais la mobilité des troupeaux reste essentielle. Les systèmes sont aussi la base d'une diversification positive des moyens d'existence, c.-à-d. une diversification axée autour de l'activité principale de production animale

Reconnaître les différents niveaux de richesse – la stratégie économique logique des pasteurs plus pauvres consiste à accroître leur cheptel plutôt qu'à vendre des bêtes pour obtenir de l'argent liquide. Pour ces ménages,

il est plus important de réduire au minimum les pertes de bêtes que de créer de nouveaux marchés. Cela nécessite de soutenir la croissance du cheptel en réduisant les pertes dues à la sécheresse et aux maladies du bétail et en garantissant l'accès aux parcours et à l'eau.

Soutenir la diversification positive des moyens d'existence – comme indiqué, cela implique souvent de travailler avec des pasteurs pour identifier et soutenir des activités en lien avec la production et la commercialisation du bétail (voir le tableau 4). Cela implique aussi de soutenir l'éducation. Les zones pastorales ont souvent les indicateurs les plus mauvais en matière d'éducation par rapport aux niveaux d'éducation nationaux. L'éducation offre une voie d'accès à des emplois mieux rémunérés et à des remises de fonds plus élevées.

Reconnaître des trajectoires genrées – les options de pastoralisme productif, de diversification positive fondée sur l'élevage, et d'éducation sont hautement définies par le genre dans les zones pastorales. Il faut prêter une attention particulière à la lutte contre la discrimination marquée en fonction du genre et offrir aux femmes et aux filles des opportunités sensées de moyens d'existence.

Soutenir les droits, la représentation et la voix des éleveurs – les pasteurs sont souvent marginalisés d'un point de vue politique et ils exercent une influence limitée sur les stratégies ; ils peuvent aussi ne pas être conscients de leurs droits. Les programmes de développement pastoral de grande envergure sont souvent élaborés avec une implication minimale, voire nulle, des pasteurs, bien qu'ils connaissent très bien leur environnement et leurs systèmes de production.

Le *Cadre stratégique de l'UA pour le pastoralisme en Afrique* a deux objectifs principaux. L'objectif 1 est fondé sur les droits et s'aligne plus ou moins sur la politique Pro-IP de l'USAID ; l'objectif 2 comporte une base économique et il est axé sur les systèmes d'élevage pastoraux :

*Objectif 1. Sécuriser et protéger les vies, les moyens de subsistance et les droits des populations pastorales et assurer un engagement à l'échelle continentale pour l'épanouissement politique, social et économique des communautés pastorales et des zones pastorales.*

*Objectif 2. Renforcer la contribution de l'élevage dans les économies nationales, régionales et à l'échelle du continent<sup>37</sup>.*

Il appartient à l'USAID de se demander si elle devrait pleinement harmoniser sa programmation dans les zones pastorales avec la politique de l'UA et, si oui, comment, tout en soutenant une diversification des moyens d'existence qui corresponde aux aspirations et aux préférences des communautés pastorales.

---

37 Union africaine, 2013.

# REFERENCES

- Abebe, D. 2016. "Resilience and Risk in Borana Pastoral Areas of Southern Ethiopia: Recent Trends in Diversified and Alternative Livelihoods." In *Resilience and Risk in Pastoralist Areas: Recent Trends in Diversified and Alternative Livelihoods*, ed. P. D. Little. USAID/East Africa Resilience Learning Project, Nairobi. [http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS\\_1610\\_Risk\\_Pastoralist\\_V3\\_online1-2.pdf](http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS_1610_Risk_Pastoralist_V3_online1-2.pdf).
- African Union. 2010. Policy Framework for Pastoralism in Africa: Securing, Protecting and Improving the Lives, Livelihoods and Rights of Pastoralist Communities. African Union, Addis Ababa. [https://au.int/sites/default/files/documents/30240-doc-policy\\_framework\\_for\\_pastoralism.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/30240-doc-policy_framework_for_pastoralism.pdf).
- Aklilu, Y., et A. Catley. 2009. Livestock Exports from Pastoralist Areas: An Analysis of Benefits by Wealth Group and Policy Implications. Report for the Intergovernmental Authority on Development and Food and Agriculture Organization (FAO). Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy at Tufts University, Addis Ababa. <http://fic.tufts.edu/assets/LivestockExports.pdf>.
- Aklilu, Y., et A. Catley. 2011. Shifting Sands: The Commercialization of Camels in Mid-Altitude Ethiopia and Beyond. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy, Tufts University, Boston. [http://fic.tufts.edu/assets/shifting\\_sands.pdf](http://fic.tufts.edu/assets/shifting_sands.pdf).
- Ball, D. M., M. Collins, G. D. Lacefield, N. P. Martin, D. A. Mertens, K. E. Olson, D. H. Putnam, D. J. Undersander, et M. W. Wolf. 2001. Understanding Forage Quality. American Farm Bureau Federation Publication 1-01. Park Ridge, IL. <https://fyi.extension.wisc.edu/forage/files/2017/04/FQ.pdf>.
- Barrett, J. C. 1992. The Economic Role of Cattle in Communal Farming Systems in Zimbabwe. Pastoral Development Network Paper 32b. ODI, Londres.
- Barrett, C., M. Bellemare, et S. Osterloh. 2006. "Household-Level Livestock Marketing Behavior among Northern Kenyan and Southern Ethiopian Pastoralists." In *Pastoral Livestock Marketing in Eastern Africa: Research and Policy Challenges*, ed. J. McPeak et P. Little, 15–38. Rugby : Practical Action Publishing.
- Burns, J., G. Bekele, et D. Akabwai. 2013. Livelihood Dynamics in Northern Karamoja: A Participatory Baseline Study for the Growth, Health and Governance Program. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy at Tufts University, Boston. <http://fic.tufts.edu/assets/Livelihood-Dynamics-in-Northern-Karamoja.pdf>.
- Bushby, K., et E. Stites. 2016. "Resilience and Risk in Pastoralist Areas: Recent Trends in Diversified and Alternative Livelihoods in Karamoja, Uganda." In *Resilience and Risk in Pastoralist Areas: Recent Trends in Diversified and Alternative Livelihoods*, ed. P. D. Little. USAID/East Africa Resilience Learning Project, Nairobi. [http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS\\_1610\\_Risk\\_Pastoralist\\_V3\\_online1-2.pdf](http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS_1610_Risk_Pastoralist_V3_online1-2.pdf).
- Catley, A. 2017. Pathways to Resilience in Pastoralist Areas: A Synthesis of Research in the Horn of Africa. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy, Tufts University, Boston. [https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-Publication-Q1\\_web\\_2.26s.pdf](https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/FIC-Publication-Q1_web_2.26s.pdf).

- Catley, A. et Y. Aklilu, 2013. "Moving Up or Moving Out? Commercialization, Growth and Destitution in Pastoralist Areas." In *Pastoralism and Development in Africa: Dynamic Change at the Margins*, ed. A. Catley, A., J. Lind, et I. Scoones. Abingdon et New York : Routledge.
- Catley, A., et A. Iyasu. 2010. Moving Up or Moving Out? A Rapid Livelihoods and Conflict Analysis in Mieso-Wulu Woreda, Shinile Zone, Somali Region, Ethiopia. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy at Tufts University, Boston.
- Cossins, W. J. 1985. The Productivity of Pastoral Systems. *ILCA Bulletin* 21 : 10–15.
- de Ridder, N., et K. T. Wagenaar. 1984. A Comparison between the Productivity of Traditional Livestock Systems and Ranching in Eastern Botswana. *ILCA Newsletter* 3 (3) : 5–6.
- Fitzpatrick, M., et H. Young. 2016. Risks and Returns: Household Priorities for Resilient Livelihoods in Darfur. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy at Tufts University, Boston. <http://fic.tufts.edu/assets/The-Road-to-Resilience.pdf>.
- Hesse, C. 2011. Ecology, Equity and Economics: Reframing Dryland Policy. International Institute for Environment and Development (IIED), Londres.
- IIED et SOS Sahel. 2009. Modernité, mobilité. L'avenir de l'élevage dans les zones arides d'Afrique. Sous la direction d'Helen de Jode. IIED et SOS Sahel International, Londres. <https://www.iied.org/12565iied>.
- International Livestock Research Institute (ILRI). 2015. The Economic Benefits of Livestock in Sub-Saharan Africa. <https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/66811/Economic%20Benefits%20of%20Livestock%20in%20SSA.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- Iyer, P., et M. Mosebo. 2017. Looking for Work: Wage Labor, Employment, and Migration in Karamoja, Uganda. Karamoja Resilience Support Unit, USAID/Uganda, Kampala. [https://karamojaresilience.org/wp-content/uploads/2021/05/tufts\\_1740\\_krsu\\_wage\\_labor\\_karamoja\\_v3\\_online.pdf](https://karamojaresilience.org/wp-content/uploads/2021/05/tufts_1740_krsu_wage_labor_karamoja_v3_online.pdf).
- Jackson, E. 2011. The Role of Education in Livelihoods in the Somali Region of Ethiopia. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy at Tufts University, Boston. <http://fic.tufts.edu/assets/Education-Somali-Ethiopia.pdf>.
- Kassahun, A., H. A. Snyman, et G. N. Smit. 2008. Impact of Rangeland Degradation on the Pastoral Production Systems, Livelihoods and Perceptions of the Somali Pastoralists in Eastern Ethiopia. *Journal of Arid Environments* 72 : 1265–1281.
- Krätli, S. 2013. Global Public Policy Narratives on the Drylands and Pastoralism. IIED: Londres. <https://www.iied.org/10040iied>.
- Krätli, S. 2015. Valuing Variability. New Perspectives on Climate Resilient Drylands Development. IIED, London. <https://www.iied.org/10128iied>.
- Krätli, S., C. Huelsebusch, S. Brooks, et B. Kaufmann. 2013. Pastoralism: A Critical Asset for Food Security under Global Climate Change. *Animal Frontiers* 3, Issue 1 (January) : 42–50. <https://doi.org/10.2527/af.2013-0007>.

- Little, P. D., ed. 2016. Resilience and Risk in Pastoralist Areas: Recent Trends in Diversified and Alternative Livelihoods. USAID/East Africa Resilience Learning Project, Nairobi. [http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS\\_1610\\_Risk\\_Pastoralist\\_V3\\_online1-2.pdf](http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS_1610_Risk_Pastoralist_V3_online1-2.pdf).
- Loftsdottir, K. 2004. When Nomads Lose Cattle: Wodaabe Negotiations of Ethnicity. *African Sociological Review* 8 (2): 52–76.
- Mahmoud, H. A. 2016. “Resilience and Risk in Pastoralist Areas: Recent Trends in Diversified and Alternative Livelihoods in Garissa, Kenya.” In *Resilience and Risk in Pastoralist Areas: Recent Trends in Diversified and Alternative Livelihoods*, ed. P. D. Little. USAID/East Africa Resilience Learning Project, Nairobi. [http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS\\_1610\\_Risk\\_Pastoralist\\_V3\\_online1-2.pdf](http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2016/07/TUFTS_1610_Risk_Pastoralist_V3_online1-2.pdf).
- Maryland, H. F., G. E. Shewmaker, J. C. Burns, et D. S. Fisher. 1998. Morning and Evening Harvest Effects on Animal Performance. [https://www.researchgate.net/publication/242131977\\_Morning\\_and\\_evening\\_harvest\\_effects\\_on\\_animal\\_performance](https://www.researchgate.net/publication/242131977_Morning_and_evening_harvest_effects_on_animal_performance).
- McPeak, J. G. 2005. Individual and Collective Rationality in Pastoral Production: Evidence from Northern Kenya. *Human Ecology* 33 (2): 171–197.
- Meuret, M. 2014. “Menu Model: The Herder as a Restaurant Chef.” In *The Art and Science of Shepherding. Tapping the Wisdom of French Herders*, ed. M. Meuret et F. Provenza. Austin, TX : Acres U.S.A., Inc.
- Njenga, M., J. de Leeuw, M. O’Neill, P. Ebanyat, M. Kinyanjui, P. Kimeu, H. Adirizak, K. Sijmons, A. Vrieling, M. Malesu, A. Oduor, et P. Dobie. 2014. “The Need for Resilience in the Drylands of Eastern Africa.” In *Treesilience: An Assessment of the Resilience Provided by Trees in the Drylands of Eastern Africa*, ed. J. de Leeuw, M. Njenga, B. Wagner, et M. Iiyama. Nairobi: World Agroforestry Center (ICRAF).
- Ploch, L. 2011. Africa Command: U.S. Strategic Interests and the Role of the U.S. Military in Africa. CRS Report for Congress 7/5700. Congressional Research Service, Washington, DC.
- Rass, N. 2006. Policies and Strategies to Address the Vulnerability of Pastoralists in Sub-Saharan Africa. PPLPI Working Paper No. 37. Pro-pastoral Livestock Policy Initiative, FAO. <https://www.fao.org/3/bp241e/bp241e.pdf>.
- Republic of Kenya. 2012. National Policy for the Sustainable Development of Northern Kenya and other Arid Lands. Sessional Paper No. 8 of 2012. Ministry of State for Development of Northern Kenya and Other Arid Lands.
- Rockeman, K., T. Redda, R. Lotira, et C. Ocan. 2016. Karamoja Livestock Market Assessment Report. USAID/East Africa Resilience Learning Project, Nairobi. [https://karamojaresilience.org/wp-content/uploads/2021/05/karamoja\\_livestock\\_market\\_report\\_final.pdf](https://karamojaresilience.org/wp-content/uploads/2021/05/karamoja_livestock_market_report_final.pdf).
- Schareika, N., F. Graef, M. Moser, et K. Becker. 2000. Pastoral Migration as a Method of Goal-Oriented and Site-Specific Animal Nutrition among the Wodaabe of South-eastern Niger. *Die Erde* 131 : 312—329.
- Shanahan, M. 2013. Media Perceptions and Portrayals of Pastoralists in Kenya, India and China. IIED, Londres. <https://www.iied.org/14623iied>.

- Sinclair, A. R. E., et J. M. Fryxell. 1985. The Sahel of Africa: Ecology of a Disaster. *Canadian Journal of Zoology* 63 : 987–994.
- Stites, E., J. Burns, et D. Akabwai. 2014. “It’s Better to Sweat Than to Die”: Rural-to-Urban Migration, Northern Karamoja, Uganda. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy at Tufts University, Boston. [http://fic.tufts.edu/assets/TUFTS\\_1474\\_Migration\\_NKaramoja\\_Uganda\\_V5\\_online.pdf](http://fic.tufts.edu/assets/TUFTS_1474_Migration_NKaramoja_Uganda_V5_online.pdf).
- Tran, M. 2011. Investment in Pastoralists Could Help Combat East Africa Food Crisis. *Guardian*, 2 septembre, 2011.
- Union africaine. 2013. Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique : Sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens de subsistance et les droits des communautés pastorales. Union africaine, Addis Abéba. [https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/81054/1736\\_PDF.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/81054/1736_PDF.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Western, D. 1982. The Environment and Ecology of Pastoralists in Arid Savannas. *Development and Change* 13 : 183–211.
- Wilson, R. T., et S. E. Clarke. 1976. Studies on Livestock in Southern Darfur, Sudan. *Tropical Animal Health and Production* 8 : 47–51.
- Young, H., H. Sulieman, R. Behnke, et Z. Cormack. 2016. Pastoralism in Practice: Monitoring Livestock Mobility in Contemporary Sudan. In collaboration with A. M. Adam, S. M. Ahmed, et H. M. Abdelnabi. United Nations Environment Programme, Nairobi.

## Lectures complémentaires

- Banzhaf, M. 2005. Le pastoralisme : État des lieux et perspectives. Document cadre, séminaire national sur les questions et les défis que pose le développement pastoral au Tchad, 28 juin-1<sup>er</sup> juillet 2005. N’Djamena, République du Tchad, Ministère de l’Élevage et des Ressources animales, N’Djamena.
- Behnke, R. H., et I. Scoones. 1993. “Rethinking Range Ecology: Implications for Rangeland Management in Africa.” In *Range Ecology at Disequilibrium: New Models of Natural Variability and Pastoral Adaptation in African Savannas*, ed. R. H. Behnke, I. Scoones, and C. Kerven. Londres : Overseas Development Institute et IIED.
- Breman, H., et C. T. de Wit. 1983. Rangeland Productivity and Exploitation in the Sahel. *Science, New Series* 221 (4618) : 1341–1347.
- Catley, A., J. Lind, et I. Scoones. 2013. “Development at the Margins: Pastoralism in the Horn of Africa.” In *Pastoralism and Development in Africa: Dynamic Change at the Margins*, ed. A. Catley, J. Lind, et I. Scoones. Abingdon et New York : Routledge. [https://www.taylorfrancis.com/books/oa-edit/10.4324/9780203105979/pastoralism-development-africa-andy-catley-ian-scoones-jeremy-lind?\\_ga=1493827758.1684397604&\\_gl=1\\*18cfnz\\*\\_ga\\*MTQ5MzgyNzc1OC4xNjg0Mzk3NjA0\\*\\_ga\\_0HYE8YG0M6\\*MTY4NDM5NzYwNC4xLjAuMTY4NDM5NzYwNC4wLjAuMA](https://www.taylorfrancis.com/books/oa-edit/10.4324/9780203105979/pastoralism-development-africa-andy-catley-ian-scoones-jeremy-lind?_ga=1493827758.1684397604&_gl=1*18cfnz*_ga*MTQ5MzgyNzc1OC4xNjg0Mzk3NjA0*_ga_0HYE8YG0M6*MTY4NDM5NzYwNC4xLjAuMTY4NDM5NzYwNC4wLjAuMA).
- Corniaux, C., B. Thébaud, et D. Gautier. 2012. La mobilité commerciale du bétail entre le Sahel et les pays côtiers: L’avenir du convoi à pied. *Nomadic Peoples* 16 (2) : 5–31.

- de Verdière C. P. 1998. Conséquences de la sédentarisation de l'élevage pastoral au Sahel. Étude comparée de trois systèmes agropastoraux dans la région de Filingué (Niger). Cirad-EMVT Working Paper no. 2. Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
- Hesse, C. et J. MacGregor. 2006. Le pastoralisme, richesse cachée des zones arides ? Développement d'un cadre économique pour l'évaluation du pastoralisme en Afrique de l'Est. Dossier de l'IIED no. 142. IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/pdfs/12534FIIED.pdf>.
- Hiernaux, P., et M. D. Turner. 2002. "The Influence of Farmer and Pastoralist Management Practices on Desertification Processes in the Sahel." In *Global Desertification: Do Humans Cause Deserts?*, eds. J. F. Reynolds et D. M. Stafford Smith. Berlin : Dahlem University Press.
- Krätli, S., M. Monimart, B. Jallo, J. Swift, et C. Hesse. 2013. Secteur de l'hydraulique pastorale au Tchad - Evaluation et capitalisation de 20 ans d'interventions de l'AFD. Département de la Recherche, no. 51, octobre 2013, Agence française de développement (AFD). <https://www.afd.fr/fr/ressources/secteur-de-lhydraulique-pastorale-au-tchad-evaluation-et-capitalisation-de-20-ans-dinterventions-de-lafd>.
- McPeak, J., et P. Little. 2006. *Pastoral Livestock Marketing in Eastern Africa: Policy and Research Challenges*. Rugby : Practical Action Publishing.
- Niamir-Fuller, M., ed. 1999. *Managing Mobility in African Drylands. The Legitimation of Transhumance*. IT Publications, Londres.
- Scoones, I., ed. 1995. *Living with Uncertainty: New Directions in Pastoral Development in Africa*. Londres : Intermediate Technology Publications. <https://practicalactionpublishing.com/book/1264/living-with-uncertainty>.
- Toure, O. 2018. Sécurisation du foncier pastoral en Afrique de l'Ouest : Des modèles divers et riches d'enseignements. IIED, London. <https://www.iied.org/fr/17634fiied>.

## Formation sur le pastoralisme en Afrique

- Cours en ligne ouvert à tous (MOOC). "Pastoralism in Development": An Online Learning Journey: <https://www.iied.org/pastoralism-development-learning-journey-free-massive-open-online-course-mooc>.
- Pastoralism and Policy Training: Addressing Misconceptions and Informing Dialogue: <https://www.iied.org/pastoralism-policy-training-addressing-misconceptions-informing-dialogue>.

## Remerciements

La production de cette brève introduction a été financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international par le biais de l'accord de coopération No. 7200AA21CA00020, Le Pastoralisme en Afrique, conclu avec le Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy, Tufts University.

Photo de couverture : Marie Monimart.

Citation suggérée: Hesse, C., Catley, A. (2023). Le pastoralisme en Afrique : Brève introduction. USAID, Washington DC; Feinstein International Center, Medford; International Institute for Environment and Development, Edinburgh.



Gerald J. and Dorothy R. Friedman  
School of Nutrition Science and Policy  
**FEINSTEIN INTERNATIONAL CENTER**



This study is made possible by the generous support of the American people through the U.S. Government's Feed the Future Initiative, implemented by United States Agency for International Development (USAID). The contents are the responsibility of the Feed the Future Pastoralism in Africa activity and do not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.

[www.feedthefuture.gov](http://www.feedthefuture.gov)